

## Le Grand Dijon : un potentiel pour attirer de nouvelles entreprises

L'agglomération dijonnaise se situe au carrefour de grands axes de communication reliant le nord au sud de la France, l'ouest aux régions de l'est et dans leur prolongement à l'Allemagne et la Suisse. Son tissu économique, assez diversifié, a bien résisté ces dernières années. Le Grand Dijon anime un bassin de 374 000 habitants. Sa population, assez âgée et aux revenus élevés, constitue un potentiel favorable au développement de l'économie présente. Les entreprises peuvent aussi compter sur une population diplômée. Le renforcement de la présence d'activités de haute technologie pourrait permettre au Grand Dijon d'offrir des opportunités d'emplois aux jeunes les plus qualifiés.



N°180 - Décembre 2012

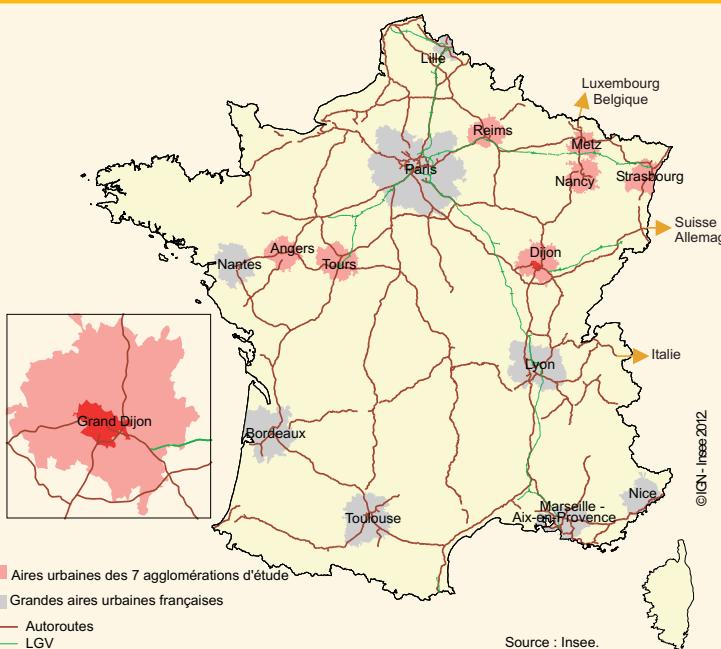
**L**e Grand Dijon fait de son attractivité un enjeu essentiel pour son développement économique. Les acteurs locaux cherchent à identifier les atouts et faiblesses de l'agglomération composée de 22 communes pour renforcer sa capacité à implanter de nouvelles activités et maintenir sur place les activités existantes.

### Des infrastructures de transport développées

**C**es dernières années, dans leurs projets d'implantation, des entreprises ont régulièrement comparé le Grand Dijon à six agglomérations : quatre dans le nord-est de la France,



### Le Grand Dijon, bien desservi par les infrastructures de transports



Metz, Nancy, Reims, Strasbourg, et deux autres à l'ouest, Angers et Tours.

L'infrastructure multimodale de transport offre des conditions optimales de déplacements des hommes comme de l'acheminement des biens. En matière de développement économique, ce positionnement est renforcé par l'aménagement de zones d'activités à proximité des réseaux autoroutiers.

Paris comme Lyon sont à 1h40 de Dijon par TGV ; Bâle à 1h30 depuis la mise en service de la LGV Rhin-Rhône en décembre 2011. Cinq lignes ferroviaires classiques complètent cette infrastructure en direction de Lyon, Reims, Besançon, Bourg-en-Bresse et Nancy. Quatre autoroutes tissent autour de Dijon un réseau en étoile. L'autoroute A36 joue un rôle essentiel dans la vie économique de l'est de la France et assure les échanges commerciaux, industriels et touristiques avec l'Allemagne et la Suisse. L'A31 dessert Dijon, Metz et Nancy et se prolonge jusqu'à la frontière luxembourgeoise. Enfin, l'A39 relie Dijon à Bourg-en Bresse, l'A38, Dijon à Paris. À cette gamme d'infrastructures s'ajoute l'aéroport Dijon Bourgogne-Longvic, ouvert au trafic commercial national et aux passagers ; il permet de relier Dijon à Bordeaux ou Toulouse en 1h40 et Nantes en 1h20.

Au sein de l'agglomération dijonnaise, le réseau de bus Divia et la mise en service du tramway à l'automne 2012 facilitent les déplacements des acteurs économiques comme des habitants.

## Un pôle tertiaire

**D**es auto-entrepreneurs aux grands groupes, 17 900 entreprises sont implantées dans le Grand Dijon. Une cinquantaine emploient plus de 300 salariés. L'économie de l'agglomération dijonnaise repose essentiellement sur des établissements de taille intermédiaire. Elle est donc moins vulnérable à la défaillance d'un grand établissement. Ainsi, les 50 plus gros employeurs concentrent 24 % de l'emploi marchand contre 48 % à Reims, 40 % à Metz ou 30 % à Nancy et Angers.

Le Grand Dijon est avant tout un pôle tertiaire : plus de 80 % des emplois relèvent de ce secteur. La ville centre, capitale régionale, préfecture de région concentre les effectifs des principales administrations publiques et des collectivités territoriales. Elle abrite aussi l'Université de Bourgogne et plusieurs grandes écoles. Au total, 17 700 personnes relevant de l'administration publique

## De nombreux emplois industriels, assez peu de services aux entreprises

Répartition de l'emploi par secteur dans le Grand Dijon

	Emplois en 2009	%
<b>Agriculture, sylviculture et pêche</b>	<b>500</b>	<b>0,4</b>
<b>Industrie</b>	<b>15 600</b>	<b>11,3</b>
Dont : - fabrication de denrées alimentaires, boissons, tabac	2 300	1,7
- industrie pharmaceutique	1 700	1,3
- fabrication de matériels de transport	1 500	1,1
- fabrication d'équipements électriques	1 000	0,8
<b>Construction</b>	<b>9 300</b>	<b>6,8</b>
<b>Tertiaire</b>	<b>112 600</b>	<b>81,6</b>
Dont : - administration publique	17 700	12,8
- commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles	16 700	12,1
- services aux entreprises*	13 800	10,0
- enseignement	12 400	9,0
- activités pour la santé humaine	10 900	7,9
- transport et entreposage	9 200	6,7
- hébergement médico-social et social, action sociale	8 100	5,9
<b>Ensemble</b>	<b>138 000</b>	<b>100,0</b>

\*regroupent plusieurs secteurs : activités spécialisées, scientifiques et techniques, et activités de services administratifs et de soutien.

Source : Insee, Recensement de la population 2009, exploitation complémentaire, lieu de travail.

## Une industrie bien présente dans le tissu économique

Répartition de l'emploi par secteur

	Grand Dijon	CA Reims	CA Tours	CA Angers	CA Metz	CU Strasbourg	CU Nancy
Agriculture	0,4	0,5	0,4	1,6	0,3	0,3	0,3
Industrie	11,3	11,7	12,1	11,5	8,5	9,9	7,6
Construction	6,8	6,4	6,3	6,0	6,3	4,9	5,4
Tertiaire	81,6	81,3	81,2	80,9	85,0	84,8	86,7
<b>Ensemble</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>

CA : Communauté d'agglomération ; CU : Communauté urbaine.

Source : Insee, Recensement de la population 2009, exploitation complémentaire, lieu de travail.

travaillent dans le Grand Dijon. Les activités pour la santé humaine, avec 10 900 emplois sont réparties entre les sites hospitaliers et les cliniques. Elles bénéficient de la dynamique « Grand Campus » qui rassemble les acteurs de l'enseignement et de la recherche sur des projets structurants tels que Gis Agrale dans le domaine de l'agronomie ou LipSTIC dans celui du développement de traitements anti-cancéreux et anti-inflammatoires plus efficaces.

Cette dimension tertiaire ne distingue pas le Grand Dijon de ses « rivales » qui toutes concentrent plus de 80 % des emplois dans ce secteur.

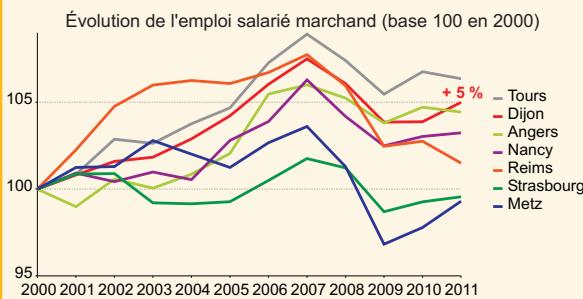
Mais le poids de l'emploi industriel est plus discriminant entre ces sept agglomérations ; il oscille entre 8 % à Nancy et 12 % à Tours. L'agglomération dijonnaise occupe une position médiane. Elle présente aussi un tissu industriel plus diversifié.

Quatre secteurs d'activité rassemblent 46 % des emplois industriels ; seules, les deux agglomérations de l'ouest, Angers avec 48 % et Tours 49 % sont comparables en la matière. Metz, la plus spécialisée

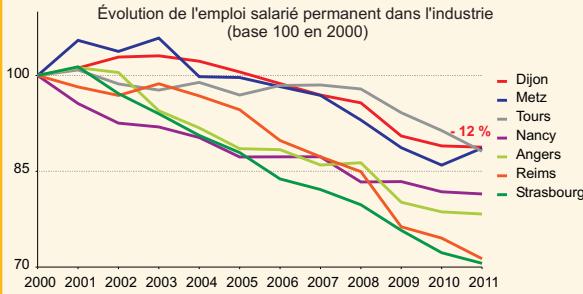
concentre 57 % des emplois sur quatre secteurs d'activité, Nancy et Reims, 54 %. L'économie du Grand Dijon est donc mieux armée pour affronter des crises sectorielles, un élément sécurisant en matière d'implantation de nouvelles entreprises.

Comme à Reims, Strasbourg et Metz, l'agroalimentaire constitue le premier secteur industriel de l'agglomération. Il compte 2 300 emplois et bénéficie d'une dynamique et d'un soutien à l'innovation au travers d'un pôle de compétitivité VITAGORA à visibilité internationale et de centres de compétences comme le Centre Européen des Sciences du Goût et de l'Alimentation. L'industrie pharmaceutique, avec Sanofi, les Laboratoires Urgo et SPPH emploie au total 1 700 personnes. Dijon est la seule des sept agglomérations à se positionner fortement sur ce créneau. Elle bénéficie d'une situation géographique privilégiée entre trois espaces grands producteurs de produits pharmaceutiques, Île-de-France, Rhône-Alpes et Bâle, en Suisse. La fabrication de matériels de transport

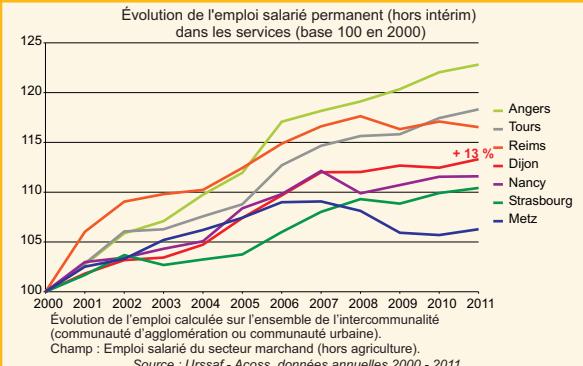
## Dijon dans le trio de tête pour l'évolution de l'emploi salarié marchand



## Une industrie qui résiste



## Un développement dans la moyenne du secteur des services



(JTEKT...) et celle d'équipements électriques (Thomson, Schneider...) sont également bien implantées dans l'agglomération dijonnaise.

## Une économie qui a plutôt bien résisté

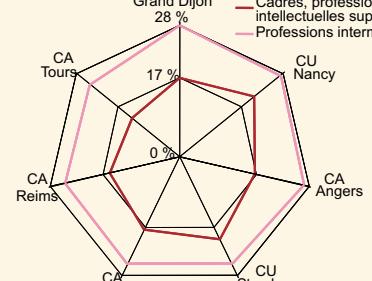
Entre 2000 et 2011, l'emploi marchand a plutôt bien résisté dans le Grand Dijon. Sa croissance, de l'ordre de 5 %, le classe dans le trio de tête avec Tours et Angers, devant Nancy, Reims (1 à 3 %) et Strasbourg, Metz (-1 %). Certes l'emploi a baissé durant la crise de 2008-2009 mais nette-

ment moins qu'à Metz ou Reims. L'industrie a perdu moins d'emplois à Dijon que dans les autres agglomérations. De fait, elle est soutenue par une industrie pharmaceutique dynamique et une plus forte résistance de la métallurgie. Le secteur de la construction, porté par les programmes de densification urbaine, enregistre aussi de bons résultats avec une croissance de 13 % de l'emploi en 11 ans, qui classe Dijon en 3<sup>e</sup> place. Dans les services marchands, l'emploi a augmenté de 13 %, un résultat dans la moyenne des autres agglomérations mais le secteur de la recherche-développement s'est fortement développé : + 60 % en 11 ans. Ce secteur considéré comme un moteur du développement économique, compte actuellement 1 250 emplois. En lien avec l'industrie pharmaceutique, il est très orienté vers la recherche médicale et les biotechnologies et relève pour l'essentiel de l'Inra et du Cnrs. À l'inverse, le commerce a davantage souffert à Dijon, ses effectifs ont diminué de 3 %. Le commerce de gros a été particulièrement touché par la crise en 2008 et 2009.

## Un bassin de consommateurs qui grossit

## Peu de cadres, de nombreuses professions intermédiaires

Répartition des actifs de 15 ans et plus par catégorie sociale



CA : Communauté d'agglomération ; CU : Communauté urbaine.  
Source : Insee, Recensement de la population 2009  
exploitation complémentaire, lieu de travail.

disposent de revenus élevés. Leur potentiel de consommation peut être un levier au développement de l'économie présentielle<sup>1</sup>. Le revenu net imposable médian par unité de consommation de 19 880 € positionne ainsi Dijon en tête des sept aires urbaines. Trois facteurs contribuent à ce résultat. Le taux de chômage est moins élevé puisqu'il touche 7,8 % de la population active de la zone d'emploi de Dijon contre 8,6 % à 10,3 % dans les zones d'emploi des six autres agglomérations. La précarité au sein de la population est moins forte : 13 % de la population vit sous le seuil de bas revenus, part la plus faible parmi les sept aires urbaines. Enfin, le

1. Activités qui produisent des biens et services visant la satisfaction des besoins de personnes présentes localement (résidents ou touristes).

## Un bassin de consommateurs qui grossit

Aire urbaine* de...	Nombre d'habitants en 2009	Évolution annuelle moyenne de la population entre 1999 et 2009
Tours	475 600	+ 0,69
Strasbourg	759 900	+ 0,60
Angers	394 700	+ 0,58
<b>Dijon</b>	<b>373 600</b>	<b>+ 0,42</b>
Metz	389 900	+ 0,26
Nancy	434 300	+ 0,20
Reims	314 200	+ 0,11

\* Agglomération et son aire d'influence mesurée par le déplacement domicile-travail des actifs occupés (pour plus de précisions : <http://www.insee.fr/fr/methodes/default.asp?page=definitions/aire-urbaine.htm>). L'évolution démographique est calculée à périmètre constant, au niveau des aires urbaines dans leur définition en vigueur depuis 2010.

Sources : Insee, Recensements de la population 1999 et 2009, exploitations principales.

## Des ménages plus aisés, moins touchés par la précarité

Aire urbaine* de...	Revenu net imposable médian annuel par UC**	Part de la population vivant avec un bas revenu** (%)	Part des cadres et professions intermédiaires parmi les retraités (%)
Dijon	19 880	13,0	29,8
Tours	19 030	14,6	27,0
Strasbourg	19 690	17,4	27,3
Reims	18 740	17,8	25,0
Nancy	19 280	17,4	29,5
Metz	18 590	16,9	27,4
Angers	18 130	15,6	26,8

\* Agglomération et son aire d'influence mesurée par le déplacement domicile-travail des actifs occupés (pour plus de précisions : <http://www.insee.fr/fr/methodes/default.asp?page=definitions/aire-urbaine.htm>).

\*\* Pour comparer les niveaux de vie de ménages de taille ou de composition différente, on utilise la notion d'unité de consommation (UC) : une mesure du revenu corrigé par unité de consommation à l'aide d'une échelle d'équivalence. L'échelle retient la pondération suivante : 1 UC pour le premier adulte du ménage ; 0,5 UC pour les autres personnes de 14 ans ou plus ; 0,3 UC pour les enfants de moins de 14 ans. Le seuil de bas revenus s'établit à 956 euros par unité de consommation pour les revenus de l'année 2009.

Sources : Insee, Recensement de la population 2009 exploitation complémentaire - Cnaf 2010 - DGFiP, Impôt sur le revenu des personnes physiques 2009.

profil social de la population est plutôt favorisé, composé davantage de professions intermédiaires tandis que les ouvriers sont moins présents. La population est âgée : 21 % des personnes ont 60 ans ou plus. Mais ces retraités ont des revenus plus élevés que dans les six autres aires urbaines.

## Une main-d'œuvre diplômée

Les entreprises peuvent compter sur une main-d'œuvre diplômée. Le niveau de formation des jeunes est élevé : 40 % des 15 à 29 ans sur le marché du travail détiennent au

## Un bon niveau de formation des jeunes

Plus haut niveau de diplôme obtenu par des jeunes du Grand Dijon non scolarisés et âgés de 15 à 29 ans

	Nombre	%	Rang*
Sans diplôme, CEP ou BEPC	4 755	16,6	5
CAP, BEP	5 873	20,5	5
Bac	6 713	23,4	2
1 <sup>er</sup> cycle	6 175	21,6	2
2 <sup>e</sup> et 3 <sup>e</sup> cycles	5 128	17,9	3
<b>Ensemble</b>	<b>28 645</b>	<b>100,0</b>	<b>//</b>

CEP : Certificat d'Etudes Primaires.

\*Classement du Grand Dijon (par ordre de pourcentage décroissant) parmi les 7 agglomérations étudiées (Dijon, Angers, Metz, Nancy, Reims, Strasbourg, Tours).

Source : Insee, Recensement de la population 2009, exploitation principale.

moins un diplôme de 1<sup>er</sup> cycle de l'enseignement supérieur. L'agglomération se classe ainsi au 2<sup>e</sup> rang, derrière Nancy (42 %) mais loin devant Reims (35 %).

Actuellement, le Grand Dijon comprend peu d'emplois de haut niveau de qualification et donc peu de cadres parmi les actifs : ils représentent 17 % de la population active contre 18 % pour la moyenne des agglomérations étudiées. Cela s'explique en partie par la faible présence de sièges sociaux où se concentrent les emplois les plus qualifiés. Ainsi, une forte proportion (61 %) de l'emploi du secteur concurrentiel dépend d'un centre de décision extérieur à l'agglomération. Par ailleurs les salaires proposés actuellement aux cadres sont inférieurs à la moyenne des autres agglomérations.

Le développement de parcs d'activités dans le Grand Dijon en mettant à disposition de vastes locaux pourraient favoriser l'implantation de sièges d'entreprises susceptibles de proposer des emplois très qualifiés, bien rémunérés et par la même de retenir ou d'attirer dans la région les jeunes les plus diplômés.

■ Mélanie Bouriez, David Brion.

## POUR EN SAVOIR PLUS

- **L'attractivité économique des territoires** - Insee Première n°1416 - Octobre 2012.
- **Regards sur les quartiers du Grand Dijon** - Insee Bourgogne Dimensions dossier n°56 - Mai 2011.
- **Aire urbaine de Dijon : toujours plus de familles en périphérie et de jeunes actifs au centre** - Insee Bourgogne Dimensions n°162 - Octobre 2010.
- **Aire urbaine de Dijon : l'artificialisation progresse vers l'est** - Insee Bourgogne Dimensions n°158 - Avril 2010.

Ces publications sont consultables sur le site internet de l'Insee : [www.insee.fr](http://www.insee.fr)